

Appel du Parti suisse du Travail PST-POP au peuple suisse

Zurich, le 2 novembre 2008

La très grave crise financière que traverse le capitalisme mondial frappe notre pays de plein fouet.

La hausse du coût de la vie, déjà considérable, le chômage, la péjoration des retraites, une précarité généralisée menacent à la fois les classes populaires et les classes moyennes. Mais le Conseil fédéral, au sein duquel dominent les intérêts du grand patronat, essaie avant tout de sauver de la faillite une UBS aux abois. Pour cela, les milliards nécessaires sont trouvés, tandis que s'étend la politique de destruction des acquis sociaux engagée tambour battant par la droite et l'extrême-droite, UDC en tête.

On veut nous faire croire que la crise est causée par les « traders » indéliçats et les scandaleux « parachutes dorés » des gros administrateurs. C'est insuffisant.

La crise est celle d'un système dans lequel le seul moteur est le **profit maximum immédiat**, qui, des dizaines d'années durant, a permis à une poignée de privilégiés-es d'acquérir les milliers de milliards de bénéfices réalisés par l'économie réelle.

Obligé d'investir des fonds publics dans la plus grande banque du pays, le Conseil fédéral s'empresse d'affirmer qu'il ne songe pas à la nationaliser et qu'elle restera au secteur privé.

Cette politique ne peut qu'entraîner de nouvelles catastrophes. La proposition du Parti socialiste suisse visant à mieux contrôler l'UBS en participant à son capital va dans le bon sens, mais reste également insuffisante. Il faudrait courageusement **étendre le service public** aux plus grands instruments de crédit qui pourraient alors aider les petites et moyennes entreprises à vaincre leurs difficultés et assurer au monde du travail une sécurité minimale.

Pour y parvenir, il est indispensable que tous ceux qui, en Suisse, sont menacés par la dictature qu'exerce le grand capital sur le gouvernement, s'unissent dans **un large rassemblement populaire**.

Cet appel du Parti suisse du Travail s'adresse, au-delà des positions individuelles qui doivent être respectées, à toutes les femmes, à tous les hommes de bonne volonté de notre pays.